



21 JUIL. 2009 1463

DELIBERATION N° 31/2009 du 10 Juillet 2009

Autorisant le Maire à charger un avocat-défenseur du Barreau de PAPEETE, de défendre les droits de la Commune de HUAHINE dans une procédure lancée par la Confédération des Syndicats Indépendants de Polynésie Française (C.S.I.P.) et Monsieur Cyril LE GAYIC, Secrétaire général de la C.S.I.P.

LE CONSEIL MUNICIPAL DE HUAHINE

En sa séance du 10 Juillet 2009, convoquée par Monsieur Félix FAATAU, Maire de la Commune, par lettre n° 03/CONV/CM/2009 du 2 Juillet 2009, sous sa présidence, avec Monsieur Taheta MAPUHI, secrétaire de séance nommé conformément à l'article L.2121-15 du CGCT.

- Vu la Loi organique n° 2004-192 du 27 Février 2004, portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, ensemble la Loi n° 2004-193 du 27 Février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française, modifiés par la Loi n° 2007-1720 du 07 Décembre 2007, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie Française ;
- Vu les articles 8 et 15 de la Loi n° 71-1028 du 24 Décembre 1971, relative à la création et à l'organisation des Communes en Polynésie Française, et le II de l'article 9 de la Loi n° 77-1460 du 29 Décembre 1977, modifiant le régime communal en Polynésie Française ;
- Vu l'Ordonnance n° 2007-1434 du 05 Octobre 2007, portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code Général des Collectivités Territoriales aux communes de la Polynésie Française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par la Loi n° 2007-1787 du 20 Décembre 2007, relative à la simplification du droit ;
- Vu le Décret n° 72-407 du 17 Mai 1972, portant création des Communes en Polynésie Française ;
- Vu le Décret 80-918 du 13 Novembre 1980, portant notamment application de la Loi n° 77-1460 du 29 Décembre 1977 ;
- Vu le Décret n° 2008-1020 du 22 Septembre 2008, portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du Code Général des Collectivités Territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu l'assignation devant le Tribunal Civil de PAPEETE faite à la Commune de HUAHINE suite à la requête en date du 20 Avril 2009 de la C.S.I.P. et de Monsieur Cyril LE GAYIC, Secrétaire général de la C.S.I.P., représentés par Maître Dominique ANTZ ;
- Vu les inscriptions budgétaires ;
- Où l'exposé du Maire, et notamment son sentiment que la Commune de HUAHINE ne devrait pas être directement ou indirectement concernée par la procédure lancée contre elle par la C.S.I.P. et Monsieur Cyril LE GAYIC, Secrétaire général de la C.S.I.P. ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

- Article 1^{er} :** Le Conseil Municipal autorise le Maire à charger un avocat-défenseur du Barreau de PAEE'ETE, de défendre les droits de la Commune de HUAHINE dans une procédure lancée par la C.S.I.P. et Monsieur Cyril LE GAYIC, Secrétaire général de la C.S.I.P.
- Article 2 :** Les frais d'honoraires, d'actes et de tous autres frais accessoires seront pris en charge par le Budget communal et imputés aux articles 6226 et 6227 de la Section de Fonctionnement.
- Article 3 :** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par la Subdivision Administrative des Iles-du-vent et des Iles-sous-le-vent.
- Article 4 :** Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et affichée où besoin sera.

- Extrait certifié conforme au registre des délibérations -

Vingt neuf (29) membres du Conseil Municipal étant en exercice.

Sont présents au moment de l'ouverture des débats du point de l'ordre du jour et présents au moment du vote :

1 - Mr	FAATAU Félix	Maire	P
2 - Mr	TUFAIMEA Rehoboama	2e Adjoint	P
3 - Mme	TEIHO vve TANOA Elizabette	3e Adjoint	P
4 - Mr	MAPUHI Taheta	5e Adjoint	P
5 - Mr	TAIPUNU Temana	6e Adjoint	P
6 - Mr	MAITERAI Richard	7e Adjoint	P
7 - Mr	TIATIA David	8e Adjoint	P
8 - Mr	LISAN Marcelin dit Titi	Conseiller municipal	P
9 - Mr	LEMAIRE Gaston	Conseiller municipal	P
10 - Mr	OOPA Richard, Manue	Maire-délégué de FARE	P
11 - Mr	TSING TIN Félix, Anitihi	Maire-délégué de TEFARERII	P
12 - Mr	MALATESTTE Antonio	Conseiller municipal	P
13 - Mr	TEPA Eremano dit Maru	Maire-délégué de MAROE	P
14 - Mr	ROURA-ARUTAHU Jacques	Maire-délégué de FITII	P
15 - Mme	MARE épse TEFAATAUMARAMA Marietta	Conseiller municipal	P
16 - Mr	TEKURIO Haerenoa	Maire-délégué de MAEVA	C
17 - Mr	TAINANUARII Joël	Conseiller municipal	P
18 - Mr	TEMEHARO Gyle	Maire-délégué de PAREA	P
19 - Mr	MAI Alphonse	Maire-délégué de HAAPU	P

(A : Abstention - P : Pour - C : Contre)

Sont absents et représentés par procuration :

1 - Mme	HUUI épse TEUIRA Mitara, Carolina	1er Adjoint	en faveur de	OOPA Richard, Manue
2 - Mme	HIRO Andréa	4e Adjoint	en faveur de	ROURA Jacques
3 - Mme	TEMAIANA épse TEREMATE Tania	Conseiller municipal	en faveur de	LEMAIRE Gaston
4 - Mme	ATAE épse HIOE Hana	Conseiller municipal	en faveur de	HEITAA Dorita
5 - Mr	LEE CHIP SAO Eric	Conseiller municipal	en faveur de	FAATAUIRA Camille
6 - Mr	TAAROAMEA Bruno	Conseiller municipal	en faveur de	LISAN Marcelin
7 - Mr	TUIHANI Georges	Conseiller municipal	en faveur de	TEPA Eremano

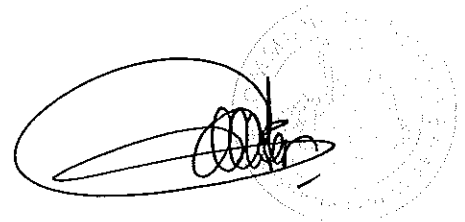
Sont absents sans avoir donné pouvoir :

1 - Mr	TAI Tevanaa	Conseiller municipal
2 - Mr	FAATAUIRA Camille	Maire-délégué de FAIE
3 - Mme	VAIHO épse HEITAA Dorita	Conseiller municipal

Le Maire,

Indications sur le résultat du vote :

Présents : 19
Votants : 24 dont 5 pouvoirs
Abstentions : 0
Exprimés : 24
Votes pour : 23
Votes contre : 1



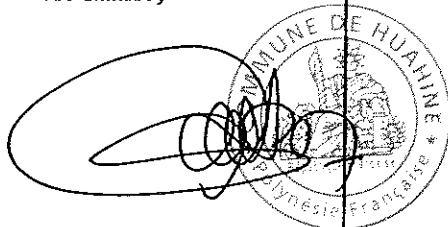
Félix FAATAU

La délibération est adoptée à la majorité
des votes exprimés.

Contrôle a posteriori

Acte rendu exécutoire
après réception en Subdivision
le 21 JUIL. 2009
et publication ou notification
du 21 JUIL. 2009

Le Maire,



Félix FAATAU